



Déclaration du Collectif des Associations Citoyennes

La lutte contre l'affaiblissement alarmant du monde associatif doit devenir une cause nationale !

Dans le contexte de crise financière, économique, sociale, écologique, que nous vivons, c'est le droit au respect et l'accès de tous à la dignité humaine répondant aux besoins vitaux des individus qui se joue, celui de la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948 et de la Charte européenne des droits fondamentaux !

Aujourd'hui, sur l'ensemble du territoire français, **plus d'un million d'associations assurent un rôle essentiel pour le bien commun et apportent une forte contribution à l'intérêt général.** Chacun peut en faire le décompte dans sa propre vie et dans de multiples domaines : cohésion sociale, développement soutenable, éducation et éducation populaire, sport, pratiques artistiques et développement culturel, participation des citoyens au développement des territoires, biens communs de l'humanité (eau, air, santé, éducation...), accès aux droits et lutte contre les discriminations, aides aux personnes vulnérables, insertion économique et sociale des personnes en difficulté, logement social, etc.

Leur rôle est d'autant plus décisif pour des millions de personnes particulièrement touchées par la crise que nous subissons, puisqu'elles pallient souvent et de plus en plus à la carence des services publics. Mais les associations pourront-elles demain poursuivre leurs projets, leurs actions, les développer, continuer d'innover, pour relever les défis d'aujourd'hui ?

Rien n'est moins sûr et c'est une question lourde de sens et de conséquences posée à tous : aux acteurs associatifs, aux élus, aux partenaires sociaux et aux citoyens. La menace est sérieuse au regard des difficultés importantes et parfois existentielles que subissent de plus en plus d'associations. Déjà on voit se multiplier des disparitions pures et simples dans de nombreux secteurs. De plus, **pour la première fois l'emploi associatif a connu un recul** en 2010 et en 2011, situation inédite depuis 2000.

Cette situation ne peut que s'aggraver compte tenu des choix inspirés par un **système néo-libéral** qui, en Europe et dans le monde, place toujours l'humain au second plan. Ce système est fondé sur la logique marchande et la course effrénée et sans fin au profit. **Ce système gangrène et menace inexorablement tous les fondements du vivre ensemble et de notre modèle social.**

Celui-ci est pourtant bâti de longue date, pied à pied, au prix parfois de souffrances, mais avec une volonté de solidarité, de liberté, d'égalité et de fraternité que des générations entières de citoyens ont porté tout au long de notre histoire pour une société plus juste (*à l'exemple de la reconnaissance au XIXe siècle des syndicats, des mutuelles, des coopératives, des associations ; des avancées sociales du XXe siècle, 1936 avec les congés payés, du Conseil National de la Résistance avec la protection sociale, le conventionnement du travail, les régimes complémentaires, le droit à la retraite, le droit de vote des femmes, la représentation syndicale ...*).

Affirmons encore et encore, que le projet associatif et la non-lucrativité qui l'anime n'ont rien à voir avec les marchés, ni avec les entreprises privées qui ne fonctionnent qu'à travers la solvabilité de leurs publics cibles et par retour sur investissement.

Pour autant, parle-t-on vraiment aujourd'hui de **l'état critique du monde associatif en général**, en dehors des cercles des initiés associatifs et institutionnels ? Non ! Une des raisons est le manque d'intérêt de la plupart des médias pour ce secteur dans sa globalité, pourtant si vital et essentiel à notre vie sociale, à l'exception de la presse spécialisée, de rares "Unes" ou dossiers spéciaux. Les seules informations diffusées régulièrement sur les associations ne concernent que des cas particuliers défrayant la chronique ou valorisant telle ou telle grande opération de solidarité ou des actions locales exemplaires. Ceci pose un vrai problème démocratique car cette sous-information et le manque d'un vrai débat au niveau national ont pour conséquence directe **l'absence de prise de conscience de l'opinion publique de la fragilisation des associations**.

Pourtant l'avenir des associations est celui de toute notre société. Sans elles il n'y a plus de démocratie, ni de solidarité, ni de vie culturelle, et c'est le lien social qui s'effrite ! Il est souvent difficile pour un grand nombre d'associations en difficulté, en particulier de petite et de moyenne taille, de pouvoir parler de leur situation, soit par manque de moyens, soit par sentiment d'impuissance ou par isolement. L'éparpillement est leur grande faiblesse, même pour celles fédérées au sein d'une organisation.

Aujourd'hui, nous devons agir pour que toute l'information soit faite sur l'affaiblissement majeur et alarmant du monde associatif ! Que l'on parle, à travers un grand débat national, de ce pilier de notre vie sociale et démocratique, qui vit grâce au dévouement de ses 16 millions de bénévoles qui animent plus d'1 million d'associations, le plus souvent de petite et moyenne taille, auxquelles viennent s'ajouter les 180 000 associations employées et leur 1,8 million de salariés.

Nous sommes en effet tous concernés. La crise et les **mutations profondes et rapides que nous connaissons transcendent désormais les lignes et les frontières et plongent collectivement les acteurs politiques et ceux de la société civile dans l'impérieuse nécessité d'agir ensemble, de co-construire dans le respect du rôle, des compétences et des prérogatives de chacun, un nouveau modèle économique, social et solidaire dans notre pays, en Europe et au delà.** C'est un chantier solidaire gigantesque, auquel le monde associatif, dans toute sa diversité, peut et doit apporter toute sa contribution. Il se bâtira nous le savons étape par étape, chantier incontournable aujourd'hui, car il n'y a pas d'autre alternative possible !

Nous le pouvons ! Déjà aujourd'hui, des avancées existent dans de nombreux domaines à travers des milliers d'initiatives, qui se développent, innovent au sein de chaque territoire, souvent de façon autonome, et démontrent l'énorme capacité des individus à se regrouper pour agir quand le contexte l'exige.

On peut avancer d'ores et déjà quelques propositions résumées pour un grand débat national pour sortir le monde associatif de l'impasse :

- 1) Tenir les associations pour partenaires dans le développement de la participation des citoyens à la décision publique et à la vie locale.***
- 2) Construire de nouvelles relations entre associations et collectivités et développer des logiques de projets partagés dans les territoires.***
- 3) Redéfinir une réglementation nationale des subventions prenant en compte la diversité des situations associatives et leur contribution à l'intérêt général.***
- 4) Inventer une décentralisation porteuse de participation, pour régénérer notre démocratie.***
- 5) Moderniser l'État pour qu'il devienne un État solidaire garant de services publics forts.***
- 6) Peser sur la réglementation européenne pour rendre les droits fondamentaux premiers par rapport au dogme de la concurrence libre et non faussée.***

<p>Pour en savoir plus, pour se mobiliser, pour bénéficier de soutien et d'informations : voir le site www.associations-citoyennes.net - Tél : 07 70 98 78 56</p>
--